

Soutenir partout les sidérurgistes

Le plan de licenciement massif des travailleurs de la sidérurgie se situe dans le cadre d'une politique d'ensemble menée par le pouvoir giscardien depuis plus de trois ans. La défaite électorale de la gauche a rendu possible l'application encore plus brutale du plan Barre. La lutte sociale d'aujourd'hui remet directement en cause cette politique

et tout doit être fait pour que cette lutte débouche sur une défaite du pouvoir. Il s'agit d'obtenir l'abandon du plan de restructuration de la sidérurgie et, d'une façon plus générale, d'aboutir à l'échec du plan Barre et de l'ensemble de la politique gouvernementale.

Déjà l'ampleur de la détermination des travailleurs de la sidérur-

gie, l'énergie des formes d'action, face à la violence policière, ont contraint le pouvoir et le patronat à temporiser et à proposer des apaisements provisoires. Mais en fait, la volonté de mener à son terme la politique de restructuration reste entière.

Face à cette politique, les travailleurs de toute la Lorraine et du

Nord ont manifesté leur capacité de riposte unitaire. Les luttes des travailleurs des services publics de la S.N.C.F. et des P.T.T. démontrent les possibilités d'extension du mouvement.

C'est par la mobilisation la plus large que les travailleurs, dans l'ensemble du pays, peuvent faire céder le pouvoir. L'unité syndicale constitue l'arme la plus efficace de ce combat

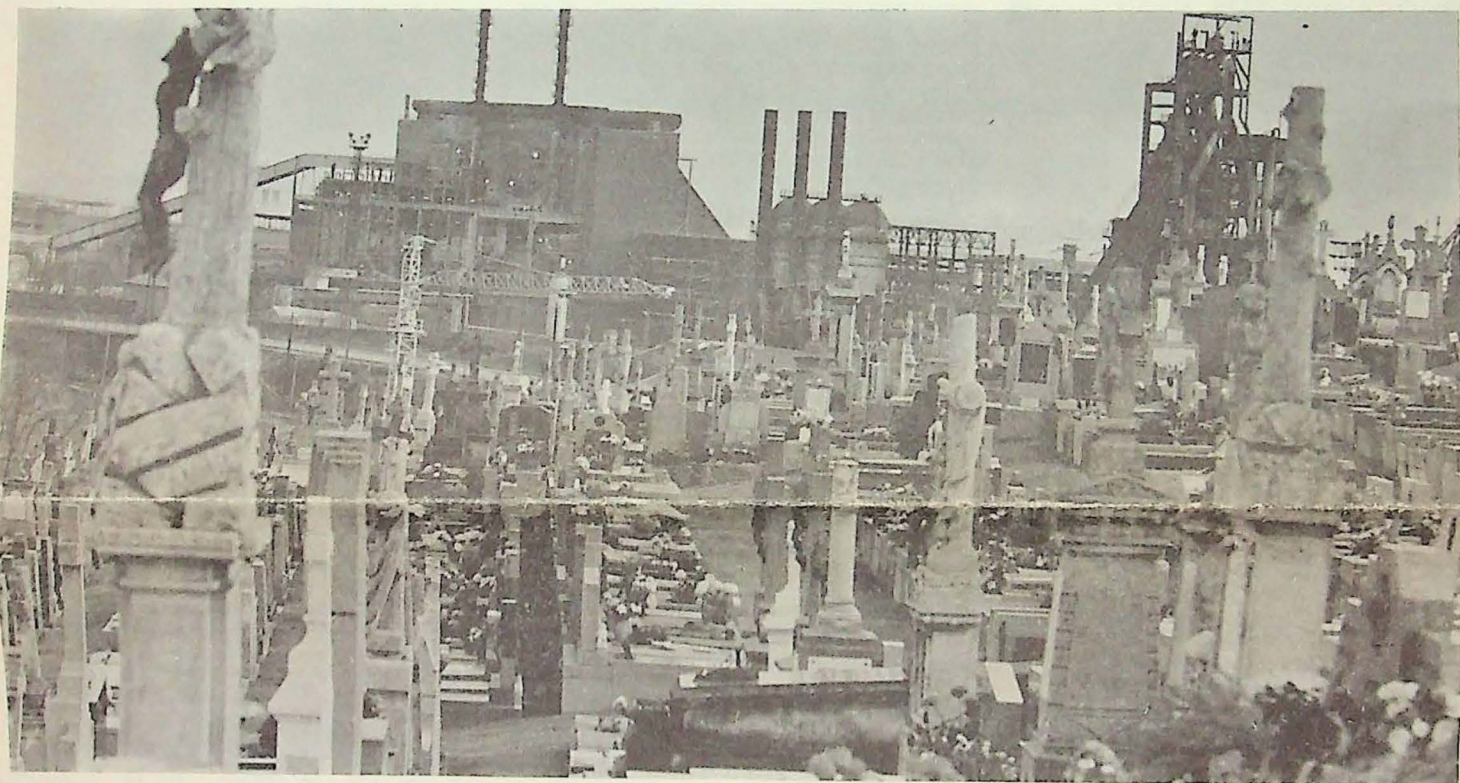
Tout doit être fait pour coordonner les initiatives entre les centrales syndicales, de façon à faire converger toutes les forces concernées dans les actions contre le plan de restructuration : grèves, manifestations, marches...

C'est pourquoi le P.S.U. regrette que l'accord ne se soit pas réalisé jusqu'à présent entre la C.F.D.T. et la C.G.T., pour la marche sur Paris.

Pour sa part, il appelle ses militants à participer activement à toutes les manifestations organisées pour soutenir les luttes des sidérurgistes.

Le P.S.U. estime qu'il appartient aux travailleurs concernés de définir au niveau régional les alternatives à la politique économique du gouvernement, afin d'aboutir à une mobilisation de toutes les populations des régions frappées par la politique du pouvoir.

Bureau politique du P.S.U.
Paris, le 13 mars 1979 ■



Europe, le droit à la différence

Une conférence nationale rassemblant les délégués mandatés des fédérations du P.S.U. et une session de la direction politique du P.S.U. se sont réunies conjointement le 4 mars à Paris afin de préciser la position du parti concernant les élections européennes. Deux motions ont été proposées au vote de la direction politique, dont on trouvera ci-dessous les textes. La motion majoritaire a été adoptée par 32 voix, contre 21 pour l'autre motion, et 2 abstentions.

L'idée de tenter de rassembler sur une liste commune les forces minoritaires qui se réclament du « droit à la différence » est née de la campagne déjà entreprise contre la loi française qui a été conçue pour exclure du jeu politique les forces encore non représentées au Parlement. Elle prend en compte des aspirations déjà manifestées par d'autres, en particulier celles qui ont été exprimées dans le bi-mensuel *Ecologie* (n° 309) proche d'« Europe-Ecologie », notamment par J.-L. Simonet dans un article intitulé « Trois listes en une — trois programmes — trois professions de foi — trois campagnes — trois politiques au Parlement ».

Depuis cette prise de position de la direction politique du P.S.U., on

peut dire que l'idée fait son chemin et qu'elle semble rencontrer notamment les préoccupations de groupes nationalitaires et d'écologistes. L'objectif n'est pas de réaliser autour de cette liste une sorte de programme commun des forces minoritaires sur

l'Europe. L'idée est à la fois plus modeste et plus ambitieuse. Défendre le droit d'exister de ces forces qui ont toutes en commun la revendication du « droit à la différence » contre une société bloquée, centraliste et répressive que l'intégration

MOTION DE LA DIRECTION POLITIQUE DU P.S.U.

La loi française sur les élections européennes a été conçue de manière à empêcher l'expression des courants non représentés actuellement au Parlement. Le P.S.U. refuse de s'incliner devant cette exclusion. Il lance un appel à la constitution d'une liste pour les élections européennes permettant :

- de dénoncer le processus d'intégration européenne, et de susciter la coopération des forces sociales, politiques et populaires en Europe capables de mettre en échec la politique de redéploiement industriel et de chômage qui est celle du pouvoir ;
- de revendiquer pour toutes les minorités la liberté d'expression et le droit à la différence.

Il a demandé à René Dumont de conduire cette liste. En accord avec lui, le P.S.U. fait appel aux écologistes qui remettent en cause l'évolution vers une « société bloquée » par une économie de gaspillage au service du profit. Il fait appel aussi aux femmes qui revendiquent le droit au travail, à la liberté de disposer de leur corps et qui cherchent à s'organiser contre les législations répressives en Europe. Il fait appel aux courants nationalitaires qui sont particulièrement atteints par la centralisation étatique et supra-nationale. Il fait appel aux groupes de gauche qui ne se reconnaissent pas aujourd'hui dans les politiques proposées par le P.C., le P.S. et le M.R.G.

La direction politique du P.S.U. demande que les participants à cette liste s'engagent à étudier les possibilités financières, de mener à bien ces objectifs.

MOTION MINORITAIRE

A l'occasion de l'élection au Parlement européen, le P.S.U. propose de lancer une campagne différente des campagnes électorales classiques pour dénoncer l'institution européenne qu'on nous propose et pour lutter pour la reconnaissance des libertés et affirmer le droit à la différence.

En ce sens, nous proposons la constitution d'une liste rassemblant les composantes du courant autogestionnaire (femmes, minorités nationales) afin d'affirmer l'existence d'une gauche différente. Le P.S.U. va prendre tous les contacts nécessaires pour élaborer cette liste. Pour sa part, il estime à l'heure actuelle que cette liste pourrait déboucher sur un appel à voter blanc.

J.-M. D. ■

européenne tend encore à renforcer.

Chaque partie prenante pourrait par ailleurs défendre les positions politiques, sociales, économiques et culturelles qui lui sont propres. Le « droit à la différence » est une dimension essentielle du projet socialiste autogestionnaire. Saisir l'occasion de la campagne des européennes pour le mettre en avant avec toutes les forces qui s'en réclament est donc parfaitement compatible avec la volonté du P.S.U. de rassembler le courant autogestionnaire et ceux qui souhaitent une gauche différente.

Un Parlement Européen pour quoi faire ?

Pour la bourgeoisie des différents Etats de la C.E.E., il s'agit avant tout, avec l'élection du Parlement européen au suffrage universel, de créer une instance de légitimation des décisions prises au niveau des organismes européens actuels, commission de Bruxelles, conseil de l'Europe. Il est probable qu'est envisagé pour le moyen terme un transfert de pouvoirs vers le Parlement européen. Mais déjà est évidente, avec cette élection, la volonté d'accélérer le processus d'intégration capitaliste à l'échelle européenne, de mettre en place des processus d'unification des formations, des législations sociales, des institutions et pratiques judiciaires (espace judiciaire européen) et policières. Le Parlement européen est aussi un atout pour la mise en œuvre d'un projet de nouvelle organisation de l'espace européen, tenant compte des spécialisations économiques régionales pour remodeler l'Europe au gré des besoins des multinationales. Dans cette perspective, quels peuvent être les objectifs de notre action ? Le véritable problème qui se pose à nous n'est pas celui des pouvoirs du Parlement européen, institution qui, dans le cadre actuel, ne peut jouer un autre rôle que celui de caisse de résonance aux décisions des Etats capitalistes de la C.E.E.

Mais nous avons, avant tout, à utiliser le cadre européen pour tenter de développer des luttes communes des travailleurs à l'échelle de l'Europe, en travaillant à l'unification des mots d'ordre (ex. : les 35 heures, contre l'Europe nucléaire, etc.), en multipliant aussi les contacts avec ceux qui luttent pour une autre logique que celle du système capitaliste.

La véritable réponse à la politique européenne de la bourgeoisie et le véritable enjeu consistent pour nous à opposer une alternative à cette politique. Alternative au plan économique : opposer à une politique économique créatrice de chômage, un autre type de production et de consommation fondées sur les besoins sociaux et contrôlées par les travailleurs, un contrôle et une réorientation des échanges internationaux (cf. « L'Utopie réaliste ») ; opposer également au projet politique des bourgeoisies européennes un contre-projet politique pour une véritable démocratie européenne avec, à tous les niveaux, des formes de pouvoir et de contrôle émanant des travailleurs et des masses populaires.

Rapport de la commission « Enjeux européens de la Conférence nationale du 4 mars 1979 ».

* Ed. Syros, 9, rue Borromée, 75015 Paris.

Non au vel'd'hiv Oui au vélo libre

Depuis la destruction du Vel'd'Hiv remplacé par un ensemble immobilier au goût douteux, les pressions n'ont cessé de s'exercer pour la construction d'un nouveau vélodrome à Paris.

M. Chirac a cru bon de reprendre cette idée et de l'amplifier en voulant créer un vaste centre omnisport international de 400 millions de francs pour 15 000 spectateurs.

A notre époque, où un spectacle du genre « six jours » permet aux firmes commerciales de faire une publicité à bon marché, la construction d'un vélodrome et d'installations destinées au spectacle d'élite, ne peut servir qu'à développer le show-business dans le sport, et sa suite logique de corruptions, violences et scandales, tels que dopage, pots-de-vin, etc.

Le P.S.U. n'est pas hostile au spectacle sportif, ni au spectacle artistique, mais il pense que la priorité doit être donnée à une éducation corporelle et à la pratique. Cela ne passe pas par la création d'équipements-ghettos comme un vélodrome ou le Parc des Princes, utilisés une ou deux fois par semaine. Notre es-

pace et les crédits publics sont trop rares pour être réservés à une élite. Ils doivent profiter à tous. L'espace libre, polyvalent et populaire doit prévaloir sur le béton, les grilles et le grillage. La fête populaire que peut représenter un spectacle sportif doit être le fait de tous, pratiquants et spectateurs. Elle doit se dérouler sur les lieux-mêmes de la vie sociale (rues, places, champs, forêts...) et non se cantonner dans de véritables camps de concentration que sont nos stades. C'est notre espace tout entier qui doit être un lieu de loisirs.

C'est pourquoi le P.S.U. dit :

- Non aux vélodromes,
- Oui aux pistes cyclables.

Commission Sport du P.S.U. ■

Chili vivra

Depuis 1973, le peuple chilien vit dans l'arbitraire, l'oppression, la misère et la peur. Mais aujourd'hui, il redécouvre l'espoir dans sa lutte contre la Junte : il sait qu'il peut compter sur la solidarité internationale.

Les Amitiés franco-chiliennes participent depuis 1974 à cet effort de solidarité. Elles lancent un nouvel appel en faveur des forces de l'unité populaire.

Pour l'année 1979, les objectifs sont les suivants :

- amnistie générale et retour au pays de tous les exilés ;
- informations précises sur le sort des disparus ;
- soutien financier à des projets concrets, immédiats : cantines, écoles, jardins d'enfants, clubs de jeunes, ateliers de production, etc. ;
- élaboration d'une politique d'avenir pour un Chili libre et démocratique.

Soutenez cet effort de solidarité. Contactez les Amitiés franco-chiliennes, B.P. 136, 75263 Paris, Cedex 06 — CCP 34 705 77 G, La Source.

Cet appel est signé notamment de : Maurice Barth, Claude Bourdet, Jean-Marie Domenach, Jean-Jacques de Felice, André Jeanson, Alfred Kastler, etc.

Les Droits des soldats

Déclaration commune U.D.S. : Union Démocratique des Soldats (Espagne) et I.D.S. : Information pour les Droits des Soldats (France)

Fin février, un membre du Secrétariat national d'I.D.S., représentant cette organisation est venu à Madrid pour rencontrer l'U.D.S. Durant cette visite, il a rencontré des membres de la commission exécutive fédérale et des soldats de l'Union Démocratique des Soldats.

De part et d'autre, furent exposés les changements, dans la situation internationale et aux niveaux intérieurs, qui se sont produits depuis la rencontre précédente à Paris.

Au niveau international apparut la nécessité d'une meilleure coordination du travail commun à toutes les organisations de soldats d'Europe,

car les problèmes rencontrés par celles-ci sont similaires dans tous les Etats. Dans ce sens, une grande importance a été accordée à la réunion d'organisations de soldats qui aura lieu en Suède, à la mi-mars.

Les soldats sont des jeunes privés de droits et dont les conditions de vie sont misérables. I.D.S. et U.D.S. affirment leur lutte pour la reconnaissance de tous les droits démocratiques pour ce secteur de la jeunesse jusqu'à la formation de syndicats de soldats.

U.D.S. a largement évoqué la situation créée par la tentative putschiste d'un secteur de l'armée : « l'opération Galaxie ». Dans ce sens, elle a exposé les dernières décisions de la commission exécutive fédérale concernant l'importance et les efforts dans la découverte et la dénonciation

des activités anticonstitutionnelles des militaires. Pour parvenir à ces objectifs, U.D.S. collabore avec les forces démocratiques du pays.

Enfin, U.D.S. s'est déclarée en accord avec les propositions et perspectives d'I.D.S. par rapport aux élections pour le Parlement européen.

A la réunion avec les soldats de Madrid, l'importance de la fraternisation des soldats avec le peuple a été rappelée. Dans ce sens, il est nécessaire que les jeunes accomplissent leur service militaire dans leur zone de résidence et que des liens de coopération s'établissent avec les organisations de jeunesse et les syndicats ouvriers ; la responsabilité de ceux-ci dans la lutte des soldats, travailleurs sous l'uniforme, pour les droits démocratiques, a été évoquée.

Madrid, 1^{er} mars 1979

Information pour les droits des soldats, B.P. 112, 75825 Paris Cedex 17. ■

COURRIER DES LECTEURS

Propos de présents

Le « point de vue » de Victor Fay, intitulé « Propos d'un absent » et publié dans le n° 812 de TS a déjà fait l'objet d'un courrier abondant et d'une réponse dans le n° 815. Depuis, nous avons reçu ce texte signé par des camarades représentatifs de la motion minoritaire, présentée au congrès de Saint-Etienne et rédigée antérieurement à la publication du n° 815. L'unité d'action est-elle purement tactique ou relève-t-elle de la tactique et de la stratégie ? Les termes du débat restent inchangés.

Etonnés par la profondeur des analyses sur le « danger isolationniste » de l'article « Propos d'un absent » publié dans Tribune Socialiste n° 812, des militants ayant soutenu le texte Boulogne-Essonne au congrès de Saint-Etienne ont tenu à présenter quelques mises au point. Nous espérons ainsi éclairer la lanterne du délégué à l'idéologie auprès de la Direction Politique qui n'a visiblement rien compris à la motion que nous avions présentée. Si les absents n'ont pas toujours tort, il leur arrive cependant, bien malgré eux, de commettre des erreurs d'interprétation qui, malheureusement, peuvent tendre à la falsification.

Quel n'a pas été notre étonnement en apprenant que nous étions « isolationnistes » (sans doute par manque d'énergie), de filiation gauchiste, coupables d'un accouplement monstrueux avec les camarades du courant C, qualifiés (on n'arrête pas le progrès en idéologie !) de libertaires (pourquoi pas des anars puisqu'on donne la nuance ?). Mais il y a mieux : bien que l'histoire ne se répète pas, nous aurions refait le coup de l'alliance trotsko-maoïste du congrès de Lille de... 1969 ! Qu'on permette donc aux « isolationno-gauchos-trotsko-maoïsto-basistes à accouplement anar » que nous sommes, quelques éléments de réponse.

L'isolationnisme

Un constat : trop de complaisance vis-à-vis des erreurs de la gauche traditionnelle et de la direction de la C.F.D.T., une apparition trop timide sur nos axes de contrôle, trop de préoccupation électorale par rapport au regroupement sur le projet autogestionnaire ont, de fait, abouti à la

marginalisation croissante du P.S.U. depuis 1975. La politique suivie depuis deux ans, que certains se proposent de reconduire nous a tout simplement... isolé !

Notre objectif : s'ouvrir vers l'extérieur tous azimuts sur notre projet, nos mots d'ordre ; engager le débat et l'action avec tous ceux qui, à gauche, dans les organisations syndicales, à l'extrême gauche et hors des partis acceptent de combattre la politique du gouvernement et la restructuration actuelle du capitalisme.

Bien plus : nous étions seuls à proposer qu'une plate-forme unitaire de lutte contre les plans gouvernementaux et patronaux soit proposée à l'ensemble des forces populaires, partis et syndicats. Le voilà, notre fameux isolationnisme.

En fait, ce qui chatouille la sensibilité politique de certains camarades, c'est notre insistance sur le caractère tactique et conflictuel de l'unité avec la gauche traditionnelle. Qu'est-ce à dire ? Affirmer le caractère stratégique d'un accord politique des organisations, cela revient à en faire un élément obligatoire de notre démarche. Au contraire, souligner son aspect tactique, c'est reconnaître que tout accord de type politique dépend des conditions sociales et politiques du moment et doit permettre la mobilisation, le contrôle et des perspectives d'auto-organisation des travailleurs et des classes populaires. Nous sommes effectivement en désaccord avec Victor Fay lorsqu'il insiste sur le caractère stratégique de l'unité avec la gauche traditionnelle qui serait la forme présente de l'unité populaire. Par contre, dans les nombreuses contributions que nous avions présentées, tant à la conférence de Nanterre qu'au Congrès de Saint-Etienne, nous montrions que des accords politiques pouvaient être passés avec le P.C. et le P.S. sur des points tels que la suppression des préfets et des corps spéciaux de répression, l'extension des libertés, la démocratisation dans l'entreprise, etc...

Le congrès de Saint-Etienne a reconnu à l'unanimité le caractère alternatif de notre projet politique et de notre stratégie par rapport à ceux de la gauche traditionnelle (« l'unité populaire » n'est pas « l'union populaire »). Il faut alors être logique et admettre qu'un accord programmatique global et stratégique avec le P.C. et le P.S. ne serait possible que si ces partis changeaient de projet et de straté-

gie. Au contraire, des accords politiques partiels sont à la fois possibles et souhaitables.

Champ politique - Champ social

En nous promenant ici et là, nous avons rencontré quelques bruits de couloir : les uns nous qualifiaient d'apolitiques, d'autres allaient jusqu'à prétendre que nous refusions les élections. Il s'agit, bien entendu, de procès d'intention complètement dénués de fondements.

Par contre, nous critiquons la façon simpliste de présenter un problème important. On nous dit : « il faut marcher sur ses deux jambes, l'une dans le champ politique, l'autre dans le champ social ». Or, la distinction entre politique et social est entièrement liée à la domination de classe qui sépare, au profit de la bourgeoisie, le champ politique (les dirigeants de l'appareil institutionnel) et le champ social (les travailleurs et les classes populaires dans leur vie quotidienne et dans leur lutte). Le socialisme autogestionnaire implique, à terme, l'absorption du champ politique par le champ social : l'exercice du pouvoir par les travailleurs et les classes populaires. Accepter, comme s'il s'agissait d'une vérité absolue, la coupure entre politique et social, c'est tout simplement... ne pas être autogestionnaire !

Deux conclusions : 1) bien que cela ne saurait être stratégiquement prioritaire, nous devons apparaître sur le champ institutionnel, mais d'une façon très différente de celle de la gauche traditionnelle. A partir des institutions, nous devons favoriser tout ce qui permet le contrôle, le déplacement des pouvoirs vers la population et les travailleurs. De plus, le P.S.U. doit, à chaque fois que cela peut lui être profitable, prendre part aux élections car c'est un moyen indispensable de présentation de notre projet et de nos propositions. Cependant, un tel travail ne portera ses fruits que par le renforcement du courant autogestionnaire. Le rassemblement sur le projet autogestionnaire demeure donc notre axe prioritaire.

2) Le combat sur le « champ social » reste prioritaire dans une optique stratégique, puisque c'est lui qui, à terme, sera appelé à s'emparer du pouvoir politique. D'où l'importance de pratiques de contrôle des travailleurs et de contrôle populaire. G. Granier (Hauts-de-Seine) ; M. Martin (Paris) ; J.-M. Dagoneau (Sèvres-Chaville) ; J. Ker (Boulogne) ; J.-J. Boissaroussie (Paris-Ve). ■

Les élèves infirmières se rebiffent

Centre hospitalier - Le Mans. L'Ecole d'infirmières rattachée au Centre hospitalier du Mans est entrée en rébellion ouverte contre la direction. Les élèves-infirmières ont déclenché spontanément une grève de protestation contre l'arbitraire et l'injustice des décisions prises unilatéralement par la direction, alors qu'il s'agit, en fait, de l'avenir professionnel de toutes.

Les faits remontent au 17 octobre 1978. Le conseil de direction (directeur plus moniteurs) décide de modifier, dans un sens restrictif, les conditions de passage à la classe supérieure, avec application immédiate.

Cette décision autoritaire est jugée inadmissible pour deux raisons :

- elle est contradiction avec la réglementation présentée et approuvée par les élèves en début d'année scolaire. Elle procède donc d'un arbitraire total ;
- elle diminue sensiblement les chances des élèves, aggrave leurs conditions de travail et entrave leur développement professionnel futur.

Ainsi, la moyenne 10 ne suffit plus pour passer au cours supérieur. Il faut que la moyenne obtenue soit au moins égale à la moyenne de la classe, moins deux. Par exemple : si la moyenne de la classe est 14,25, la moyenne de 12 entraîne un redoublement de six mois, avec suppression de bourse, et obligation pour l'élève

de fournir un travail non rémunéré dans les services hospitaliers.

Dès novembre, cette nouvelle quotation est contestée par les élèves sous forme d'une pétition (172 signatures). Des amendements sont proposés, mais rejetés en bloc par la direction.

La tension monte, l'ambiance se dégrade, l'esprit d'équipe nécessaire au bon fonctionnement de l'hôpital et indispensable à la qualité des soins dus au malade, se dissout petit à petit dans l'individualisme, l'apathie ou l'esprit de compétition. Et en mars, l'inévitable se produit : des sanctions prises par la direction contre certaines élèves entraînent une brusque prise de conscience de toutes, quant au non-respect de leurs droits, en tant que personnes et à leur exploitation comme force de travail.

A suivre. ■

Le secteur Femmes du Val d'Oise nous communique : l'action sur la loi Veil a été lancée par des distributions de tracts sur les marchés en plusieurs points du département. En même temps le secteur Femmes PSU du 95 a pris contact avec les diverses organisations et mouvements de gauche pour la constitution de collectifs unitaires locaux. Une réunion unitaire doit se tenir prochainement au niveau départemental. ■

Vivre au pays rennais

Le 8 février, des femmes militantes P.S.U., des femmes de militants et des sympathisantes ont organisé dans le cadre du CRIFAS (Centre rennais d'information et de formation pour une autogestion socialiste) une réunion sur le « Travail au féminin ». Le but en était une discussion autour du travail professionnel et domestique des femmes, ce qui soulevait à la fois le problème des femmes dans le cadre professionnel, du rôle de la parfaite ménagère qui lui est imposé, de la double journée, de la division sexuelle des tâches, etc.

Les hommes et les femmes pouvaient d'abord, pendant que passaient des disques d'Anne Sylvestre, Manick et Pauline Julien, regarder, voire compléter ou rectifier des panneaux présentés sur les faces de cubes géants. Ces panneaux dénonçaient, en les illustrant, les rôles imposés à la femme (femme fatale, bonne mère de famille, fée du foyer) et à l'homme (virilité, solidité, courage) et la programmation de ces rôles dès la petite enfance. D'autres montraient le caractère sexiste des offres d'emploi et présentaient des femmes au travail.

Suivait un exposé chiffré d'où ressortaient les idées suivantes. Le travail des femmes consiste dans sa majorité en des tâches répétitives, parcellaires, sans qualification et faiblement rémunérées. Actuellement, il y a 800.000 chômeuses inscrites à l'ANPE. Devant ce chiffre, il faut revendiquer le droit au travail pour les femmes et dénoncer le matraquage actuel des médias incitant les femmes à « rentrer à la maison », et à s'exclure ainsi du marché du travail. Il faut lutter contre cette idée : de main-d'œuvre souhaitée en temps de prospérité économique, les femmes deviennent, en période de crise, des « voleuses d'emploi ».

Une femme sur deux reste à la maison, ainsi qu'une femme mariée sur trois. Les plus fortes proportions se

trouvent chez les ouvriers (56 %) et les cadres supérieurs (58 %) pour des raisons évidemment différentes. Les unes auraient des charges financières pour garde d'enfants, supérieures au salaire qu'elles pourraient avoir, tandis que les autres peuvent se permettre de ne pas travailler, tout en ayant les moyens de se faire aider.

Après cet exposé, nous avons entendu une série d'interviews de femmes, travaillant à l'extérieur ou non : professeur, femme de ménage, technicienne, etc. qui ont parlé de leur vie : « Grâce à mon bébé, j'ai pu m'arrêter », « Il me dit que le ménage, c'est à moi de le faire », « Quand on travaille, les contacts avec les gens sont différents » ou s'interrogeant : « Est-ce que les femmes prennent du temps pour elles ? ».

Nous aurions souhaité que les femmes et les hommes présents continuent dans cette voie en apportant leurs propres témoignages. Mais le débat prit une autre tournure et se polarisa sur le problème du salaire ménager. Les uns étaient pour : « Dans le système actuel, le salaire est la seule solution pour donner une valeur à un travail ». Les autres, contre : « C'est bloquer la situation actuelle et confirmer la femme dans son rôle de bonne mère ». Par contre, tous étaient d'accord pour réclamer les 35 heures. En effet : « Que peut le partage des tâches ménagères, lorsque le mari, ouvrier, rentre crevé le soir ? ». Mais un temps de travail plus court ne résoudre pas automatiquement le problème de la division des tâches. Il faut faire reconnaître le travail ménager comme travail social, et parallèlement, il est nécessaire de changer les mentalités. D'où la proposition : « Sur le lieu de travail, puis au sein de la famille, il faut mieux répartir les boulots dévalorisés pour que la charge n'en soit pas supportée par la femme seulement. ■

RACISME AU CENTRE COMMERCIAL

A Boissy-Saint-Léger, le P.S.U. a l'initiative d'actions unitaires contre le racisme. Tous les témoignages convergent. Le 20 février, des employés de la Société Budo-Brothers, entreprise de gardiennage privée, ont interdit l'entrée du centre commercial de Boissy II aux personnes d'origine maghrébine et éjecté celles qui étaient à l'intérieur. Des Algériens ont déclaré avoir été agressés par des C.R.S.

alors qu'ils regagnaient, le 24 février au soir, leur foyer-hôtel.

Après avoir décidé de porter plainte contre le directeur du centre commercial, le P.S.U. et le P.S. ont réclamé une session extraordinaire du conseil municipal. Celui-ci s'est réuni le 25 février. Il a décidé de porter plainte contre X pour délits racistes. A l'initiative du P.S.U., il a été décidé d'afficher une motion de protestation chez tous les commerçants du centre.

Un patron du XIX^e siècle

Au Centre de Rééducation d'Enfants Sourds de Noisy le Grand (Seine-St-Denis) CRESN, le directeur s'est permis de répondre à des débrayages d'une heure par jour de la majorité du personnel éducatif par un « lock-out » de l'école durant trois jours. Le CRESN est un centre agréé et subventionné par la Direction de l'Action Sanitaire et Sociale et la Sécurité Sociale qui reçoit 65 enfants entre 3 et 18 ans qui suivent une scolarité spécialisée.

Pourquoi ces débrayages ?

Pour satisfaire certaines revendications, sous forme de protocoles d'accord, maintes fois discutées sans résultat.

Pour obtenir une réelle discussion avec la direction quant à la remise en cause de son autorité arbitraire, paternaliste et irresponsable.

Après de nombreux faits qui dénotent de la part du directeur un manque total de responsabilité, à savoir : son absence durant les débrayages — une mauvaise organisation volontaire du service — l'absence d'un minimum de sécurité et son refus de dialoguer, celui-ci a pris la décision de fermer l'école pendant trois jours.

Dans l'intérêt des enfants et des parents.

Nous, personnel en grève du CRESN, dénonçons une telle attitude relevant d'une conception archaïque des droits de grève et du travail.

Nous nous élevons contre cette fermeture de trois jours consécutifs qui supprime pour tous les enfants la possibilité de suivre une scolarité spécialisée à laquelle ils ont droit.

L'irresponsabilité de la direction a pénalisé à la fois les enfants, leurs parents et le personnel dont le seul tort est de vouloir améliorer les conditions et le contenu de son travail auprès des enfants.

Le personnel gréviste du CRESN

Iran, la révolution inattendue

La révolution iranienne sera-t-elle confisquée par les intégristes musulmans ? La réponse à cette question dépend aujourd'hui notamment du succès des manifestations de femmes qui se multiplient à Téhéran, malgré les injures, les menaces et la violence des commandos islamiques intégristes. Ce qui démontre, une fois de plus, le rôle déterminant joué par le mouvement des femmes dans l'histoire sociale et politique au niveau national et international. Les femmes iraniennes ont joué un rôle décisif dans

la lutte contre le shah. Aujourd'hui, elles déclarent qu'elles ne luttent pas seulement contre l'obligation du port du voile mais encore pour l'égalité complète de l'homme et de la femme.

En France, sous la présidence de Simone de Beauvoir, un Comité international des droits des femmes tente aujourd'hui d'organiser dès la semaine prochaine une mission d'information qui se rendrait en Iran et qui comprendrait notamment Huguette Bouchardeau, Françoise Gaspard, etc. ■

A Montpellier les femmes s'unissent

Une rencontre régionale du secteur Femmes du P.S.U. a eu lieu à Montpellier le 24 février dernier. 3 fédérations y étaient réunies : la Fédération Catalane, la Fédération Hérault et la Fédération Gard.

Lors de cette rencontre, le point sur l'activité des secteurs Femmes et des groupes Femmes dans chacune des fédérations a été fait. Le débat qui s'est instauré nous a permis de constater que le secteur Femmes du P.S.U. devait franchir une nouvelle étape et ne devait pas se contenter des acquis (50 % des femmes aux législatives, plus de femmes à la direction politique, etc.).

En effet, de nombreux problèmes subsistent et des camarades femmes, actives dans le P.S.U., servent encore trop souvent de caution à un féminisme de façade. Cette étape peut être franchie par la réflexion sur les thèmes suivants et l'action qui en découlera.

- Idéologie de la « femme au foyer » renforcée en cette période de chômage ;
- Culpabilisation, dissuasion de la part des commissions qui accueillent les femmes qui désirent avorter (loi Veil), d'où nécessité de donner un autre contenu à cette loi ;
- Arrêt de la recherche en matière de contraception, d'où : lutte pour l'imposer ;
- Nécessité de concevoir des centres d'accueil pour la petite enfance.
- Opposition à la politique nataliste de la droite qui, au nom de la nécessaire rentabilité économique au profit de la bourgeoisie, fixe la moyenne d'enfants par couple à trois. Ce qui, d'une part, exclut toute une population jugée « inactive » en fonction des seuls critères de

l'âge, alors que l'organisation du travail au cours de la vie dans une perspective autogestionnaire doit être repensée. Et d'autre part, renforce l'idée de la femme au foyer qui peut difficilement se libérer des tâches d'éducation des enfants, quand il y en a trois et accroît le poids de l'institution familiale.

Donc il y a nécessité pour nous de remettre en cause :

- le fait que les travaux les plus répétitifs, y compris dans les entreprises, sont laissés aux femmes ; ainsi, le travail ne représente pas une grande libération pour elles.

- le fait que, dans nos départements, beaucoup de femmes travaillent à domicile pour des entreprises, en étant sous-payées et sur-exploitées : Bella à Perpignan, Crouzet à Alès, etc.
- l'idée que la femme ne peut s'accomplir que dans la maternité.

Il est nécessaire d'affirmer qu'il faut encore se battre contre un certain sexisme qui fait que des camarades dans le parti disent des problèmes des femmes : « ça ne nous concerne pas », alors que ces problèmes sont intimement liés à l'organisation sociale et politique.

Nous avons décidé de faire une campagne commune contre la Loi Veil et pour l'existence d'une loi qui prendrait en compte la situation et les désirs réels des femmes. Dans une optique européenne, nous avons constaté, pour nos fédérations, l'aggravation du chômage féminin ; la transformation de notre région en « désert touristique », d'où la création d'emplois temporaires et saisonniers, d'hôtes, utilisées comme « objets » d'attraction pour les touristes ; des difficultés ac-

crues pour la promotion féminine dans les entreprises, car, dans les régions méditerranéennes, l'image de la femme est encore très archaïque.

Pour débattre de ce problème, nous avons décidé d'organiser une rencontre avec les femmes des partis proches du P.S.U., dans les pays méditerranéens.

Une prochaine rencontre régionale Femmes est prévue le samedi 12 mai à 14 h à Perpignan, au local de la Fédération Catalane, 10 Impasse du Mas Saint-Jean (entre la cathédrale et la gendarmerie). Soyons de plus en plus nombreuses à prendre notre destin en mains.

Janine ROUSSEAU-BOYER ■

Menaces sur la loi Veil

Le P.S.U. du Val-d'Oise appelle à la constitution d'un collectif sur la contraception et l'avortement.

Les femmes ont obtenu, par la loi Veil du 17 janvier 1975, l'autorisation à l'avortement — mais sous certaines conditions, et pour cinq ans seulement.

En raison de la remise en question de cette loi en décembre 1979, le P.S.U. lance une campagne d'information et de sensibilisation. Dans l'immédiat, il demande :

- l'application réelle de la loi Veil dans les centres de planification tout en déplorant les insuffisances de la loi (délai maximum de dix semaines de grossesse, tarifs très élevés, démarches longues et difficiles, etc.) ;
- une large information sur la contraception.

En décembre prochain, lors du réexamen de la loi Veil, le P.S.U. demande :

- l'annulation de toute loi répressive en matière d'avortement ;
- l'information libre sur la sexualité, la contraception, l'avortement, dans les écoles, les médias, les lieux de travail ;
- le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale ;
- la possibilité d'avortement dans un cadre médical, en priorité dans tous les hôpitaux ;
- un programme de recherche sur les moyens de contraception.

Des menaces réelles pèsent sur cette loi, aussi le P.S.U. invite la population à se regrouper au sein de collectifs unitaires sur la contraception et l'avortement pour faire connaître, appliquer et étendre les droits des femmes et des couples.

Le P.S.U. a contacté en ce sens toutes les organisations politiques, syndicales, du cadre de vie, les groupes femmes et le Mouvement français pour le planning familial.

Fédération P.S.U. du Val d'Oise
B.P. 40, 95260 Beaumont-sur-Oise ■

Un redressement nécessaire

La réunion de la C.N.E., Commission nationale Entreprise, du 3 mars, rue Borromée, n'a pas eu l'ampleur que nous étions en droit d'espérer. Hormis la région parisienne, quelques points de l'hexagone seulement étaient représentés : Lorraine et Nord-Pas-de-Calais, Saône-et-Loire, Bordeaux. Certes, les deux principaux points de l'ordre du jour — sidérurgie et textile — ont fait que les pays lorrains et du Nord ont pu se sentir plus motivés que d'autres pour cette réunion.

L'éloignement de certaines fédérations n'explique pas tout : l'information circule encore très mal, dans ce parti, et la poste n'en porte pas toute la responsabilité. Le repliement sur elles d'un certain nombre de régions, d'une part, et, d'autre part, le manque d'enthousiasme, non avoué, pour le secteur entreprise (même si ce secteur a été affirmé comme prioritaire par le parti en maintes occasions) expliquent mieux, peut-être, cette défection.

Il est remarquable de constater que nos camarades femmes, réunies le même jour, au même endroit, en secteur national, ont rassemblé un éventail régional plus varié et plus étoffé, que le secteur entreprise. Ceci laisse à penser que nos compagnes prennent plus à cœur leurs problèmes spécifiques que les travailleurs, en tant que tels, les leurs.

Il faut ajouter à toutes ces causes le résultat, dans les faits, de l'état d'esprit de la majorité de nos militants d'entreprises qui, bien que s'en défendant, restent imprégnés, pour la plupart d'entre eux, de l'idéologie dominante, forgée par la Bourgeoisie : la politique, dans la cité, le syndicalisme — avec ses règles précises et ses limites — dans l'entreprise. Cette façon de concevoir le partage des activités syndicales et politiques, partage entretenu avec l'aide plus ou moins consciente des « syndicalistes », ajoutée au fait que nos camarades font passer, dans l'entreprise, le « syndical » avant le « politique », sacrifiant plus facilement le second au bénéfice du premier, aggrave encore les difficultés de notre secteur. Le fait d'être un bon militant syndical ne suffit pas à l'action politique dans l'entreprise. Il faut pratiquer les deux avec la même ardeur. Sinon, il se créerait un déséquilibre préjudiciable à notre action politique sur les lieux de travail.

Une des tâches permanentes du secteur sera de modifier la conception du travail du militant P.S.U. dans les entreprises pour mieux équilibrer les deux secteurs, politique et syndical.

Robert RIVAL

P.S. — Un compte rendu détaillé de cette réunion sera envoyé à tous les militants du secteur, ainsi qu'aux fédérations.

tribune socialiste

HEBDOMADAIRE DU P.S.U.

Direction politique : Léo Goldberg
Secrétariat de rédaction : Renée Bourgeois-Damien
Secrétariat-Documentation : Marie-Françoise Chailleux
Maquette et collaboration technique : Max Pagis
Rédaction : tél. 566-45-64 et 566-45-37 poste 37
Directrice de la publication : Geneviève Petiot
Edité par la SARL « Société nouvelle de presse politique », 9, rue Borromée, 75015 Paris
Numéro de la commission paritaire : 37392
Composition, photogravure, impression : S.N.I.L., 3, rue de Nantes, 75019 Paris. Tél. 208-64-05
Changement d'adresse : Joindre la bande d'un des derniers envois et 3 F en timbres poste.

bulletin d'abonnement

couplé (TS-hebdo et mensuel)
Bulletin à retourner à Tribune socialiste, service abonnements, 9, rue Borromée, 75015 - Paris.

M. ☐ Mme ☐ Mlle ☐

Nom Prénom

Adresse

Profession

Code postal Ville

S'abonne pour 1 an ☐ 6 mois ☐ (1)

Ci-joint un versement par chèque bancaire ☐ postal ☐ (1)

à l'ordre de Tribune socialiste, CCP 5826-65 Paris.

Tarifs : 1 an : 150 F ; 6 mois : 80 F ; soutien : 200 F.

(1) Cocher la case correspondante.

DEMOCRATIE LOCALE

● Vendredi 16 mars (Arcueil) : dans le cadre de la campagne électorale, le Front autogestionnaire de Cachan, Arcueil, Gentilly, Villejuif organise des réunions publiques sur le thème « Démocratie locale », avec projection de deux films vidéo. La prochaine aura lieu à l'école primaire Henri Barbusse, rue H. Barbusse à Arcueil, à 20 h 30. L'entrée sera libre.

DEUX A LA FOIS

● Vendredi 16 mars (Sedan) : meeting du PSU à 18 h avec Huguette Bouchardeau. Le lieu ne nous a pas été précisé.

● Vendredi 16 mars (Vouziers) : meeting du PSU à 20 h 30 avec Huguette Bouchardeau. Comme pour Sedan nous ignorons le lieu.

DOUZE FEMMES

● Samedi 17 mars (Aulnay-sous-Bois) : film-débat sur la lutte des femmes avec la projection de Douze fois impures : douze femmes, de 14 à 60 ans, de conditions sociales différentes, parlent de leur vie. A 18 h à la maison pour tous « Ma campagne ».

STAGES POUR TOUS

● Du 19 au 24 mars (Marseille) : comme chaque année les C.E.M.E.A. (Centre d'entraînement aux méthodes d'éducation active) organisent des stages. Cette année : aspects d'une civilisation, le Maghreb : région d'origine d'une immigration. Ces stages ouverts à tous s'adressent plus particulièrement à des animateurs, éducateurs, enseignants, travailleurs sociaux, etc., mais aussi à des animateurs de voyage en Algérie, Maroc, Tunisie ou encore à de futurs coopérants. Pour tout renseignement : C.E.M.E.A., Coopération internationale, 2 bis, rue de la Bourie-Blanche, 45000 Orléans.

SUR LES MARCHES DE LA GARE

● Samedi 24 mars (Marseille) : la loi Veil sur l'avortement va se trouver remise en cause à la fin de cette année. Le planning familial et des groupes femmes de la Provence organisent, avec le soutien des partis de gauche et des syndicats, une manifestation sur les marches de la gare Saint-Charles, à 15 heures.

FEMMES A LA CAMERA

● Du 24 mars au 1^{er} avril (Sceaux) : le premier festival annuel et international de films de femmes aura lieu durant une semaine au Centre d'action culturelle de Sceaux, 49, avenue Georges-Clémenceau. Les femmes cinéastes souhaitant faire

passer leurs films 16 mm et 35 mm dans le cadre du festival peuvent contacter d'urgence le Centre au 660.05.64.

UNE BELLE FETE

● Samedi 24 mars (Bondy) : fête du P.S.U. de la Seine-Saint-Denis à la salle des fêtes de la mairie. Pour les distractions : Font et Val, un bal folk avec Maluzerne et Théière de Jardin, du rock, du jazz, du folklore latino-américain. Pour le sérieux, des débats : « Démocratie locale et autogestion » avec la projection du film de la C.F.D.T., La Ville à prendre et discussion avec le réalisateur du film, Christophe Warqny auteur de Mairies frappées d'autogestion, Marc Wolf auteur des Ascenseurs de la ZUP et des élus du P.S.U. et du département. Il y aura également une intervention d'Huguette Bouchardeau. Sont prévues également une librairie, une animation pour les enfants et bien entendu à boire et à manger.

AVANT LE 26 MARS

● Avant le 26 mars (Paris 15^e) : à la suite de la journée du 3 mars organisée par le secteur agricole, celui-ci vous informe que sa prochaine réunion nationale aura lieu à Clermont-Ferrand les 21 et 22 avril sur le thème « Les disparités dans l'agriculture ». Ceux qui souhaitent contribuer à cette réflexion peuvent envoyer leurs textes avant le 26 mars ou prendre contact avec la Commission agricole, 9, rue Borromée. Les permanences ont lieu le jeudi à partir de 18 h.

MARDI A RENNES

● Mardi 27 mars (Rennes) : les mardis de formation du C.R.I.D.E.V. (Centre rennais d'information pour le développement et la libération des peuples) continuent. Thème de ce mardi le Vietnam, Laos, Cambodge : analyse de l'évolution récente des trois pays de l'ex-Indochine française. Avec la participation de personnes de retour de ces pays et qui en suivent l'actualité. Ces mardis, ouverts à tous, ont lieu à la Maison du Champ de Mars (salle Gune), 6, cours des Alliés à 20 h 30.

WEEK-END A BRUXELLES

● Samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril (Bruxelles) : soirée organisée dans le cadre de la campagne internationale de la nouvelle gauche contre l'Europe des patrons, pour l'unité des travailleurs (campagne menée en France par le P.S.U., l'U.D.B. et l'O.C.T.). Seront présents à ces soirées de très nombreux artistes de tous les pays. Pour contact et réservations : Pour une Contr'urovision, 22, rue de la Concorde, 1050, Bruxelles, tél. : (02) 513.59.00 et 513.57.87.

DES DIAPOS UTILES

● Dimanche 1^{er} avril (Paris 11^e) : journée de réflexion sur la manière d'utiliser, de réaliser, de diffuser des montages de diapositives pouvant servir pour l'animation de réunions publiques organisées par les sections. Cette journée concerne ceux qui ont déjà réalisé des montages, ceux qui voudraient en réaliser ainsi que ceux concernés par la formation et la propagande. Des montages seront projetés et vous êtes invités à apporter les vôtres. Toute la journée du dimanche, à partir de 10 h à l'A.G.E.C.A., 177, rue de Charonne, M^{re} Alexandre Dumas.

LES HOMMES DU TIERS MONDE

● Samedi 31 mars et dimanche 1^{er} avril (Rennes) : le week-end sur les émigrés, organisé par le C.R.E.D. (Centre de rencontres et d'échanges pour le développement), prévu pour les 24 et 25 est reporté à la date mentionnée ci-dessus. Le thème de ces deux jours est « Les hommes du tiers monde chez nous : les émigrés ». Pour tout renseignement et inscriptions : C.R.E.D., Centre Bernadette Soubirous, route de Châtillon-sur-Seiche, 35230, Rennes St-Erblon, tél. : (99) 51.52.02. Prendre contact avant le 27 mars.

DEBAT POUR UNE CAMPAGNE

● Lundi 2 avril (Paris 15^e) : débat régional pour la campagne avortement-contraception ; au programme les positions du P.S.U. ; la mobilisation. A 19 h au 9, rue Borromée, 75015, M^{re} Volontaires.

LES REPONDEUSES

● Les répondeuses ont repris leurs informations ts.

léphoniques. On peut leur communiquer les messages, les annonces de réunions de femmes, etc. 589.80.30.

DES FEMMES QUI CHANTENT

● Du mercredi au samedi (Paris 4^e) : Chanson de femmes est un collectif composé d'auteurs, de compositeurs et d'interprètes de la scène et du disque. Il a pour but de faire reconnaître la spécificité de la création féminine et de propager une image authentique de la femme dans la chanson. Le collectif se produit actuellement au café-théâtre de la Sou'p'ap' (Souris papivore) à 20 h, 3, rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie, tél. 278.27.64.

FACILITER LE TRAVAIL

● Pour qu'un calendrier soit vraiment efficace, il faut que l'endroit, l'heure, l'adresse complète soient indiqués. Alors S.V.P. tous les détails cela évitera les frais de téléphone pour vérification. Les informations qui arrivent avant le lundi soir (dernier délai) ont toutes chances de passer dans le numéro qui sort le jeudi de la même semaine, mais de toutes façons, n'attendez pas le dernier moment pour appeler Framboise Chailleux, tél. : 566.45.64, ça lui facilitera le travail. Grand merci.

OFFRE D'EMPLOI

TS-HEBDOMADAIRE recrute un ou une secrétaire de rédaction professionnelle (le) à mi-temps. Le mi-temps sera bloqué les trois premiers jours de la semaine.

Le travail consistera essentiellement en rewriting, traitement des informations qui arrivent en vrac, surveillance de la fabrication au marbre.

Pour tout contact et renseignements, téléphonez au 566.45.64.

TRIBUNE socialiste
MENSUEL DE L'AUTOGESTION

POUVOIR LOCAL

Le N° 1 vient de paraître

DECIDER CHEZ SOI C'EST NATUREL

UN DOSSIER COMMUNES, DEPARTEMENTS, REGIONS

Les prochaines élections cantonales reposent la question du rôle et du pouvoir du conseiller général. L'histoire montre que ce dernier peut beaucoup pour les routes et l'assistance sociale mais fort peu dès qu'il s'agit... des fermetures d'aciéries.

Les responsables ou les trésoriers de sections qui n'ont toujours pas passé commande du mensuel doivent le faire de toute urgence.

vient de paraître aux Editions Syros

Cançons popularas d'Occitania PER DEMAN...

BILINGUE



Christian Caujolle

syros

Cançons popularas d'Occitania per deman... Christian Caujolle

Un livre de chansons occitanes traditionnelles ? Oui, mais pas pour s'endormir sur notre culture ou se lamenter sur le devenir de notre musée. Des textes, des musiques notées avec leurs accords de guitare, des danses qui jouent aujourd'hui un rôle dynamique si nous acceptons de les vivre et de les regarder autrement. De les voir en perspective. Vers demain, vers le plaisir d'avoir un nom, un corps, un avenir à construire sous le nom d'autonomie, parce qu'il est la seule réalisation possible de notre volonté de changement. Aux quatre coins du pays d'Oc, un premier choix de textes très connus ou redécouverts, des airs qui disent ironiquement ou en hurlant la condition des paysans, des femmes ; qui s'affirment contre la guerre ou qui appellent à danser, à faire la fête. Un recueil sans autre prétention que l'utilité de répandre des musiques et des textes autour desquels tous peuvent se retrouver pour peu qu'ils en connaissent l'existence. Une toute petite pierre dans le chantier occitan, parce qu'on en avait envie et que d'autres attendent. Parce que nous sommes de ces rêveurs qui disent qu'entre tous o farem tot et que nous croyons qu'entre hier et nos espoirs, il y a place pour que nous chantions aujourd'hui, sans attendre les lendemains que la lutte quotidienne nous obligera à construire. (Un ouvrage broché, format 135 x 215 ; 100 p., prix : 30 F)